OEA/Ser.W

 CIDI/INF. 438/21

 15 juillet 2021

 Original: anglais

**Deuxième semestre du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI)**

**Juillet-Décembre 2021**

**INTRODUCTION**

La Jamaïque assurera la présidence du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI) pour la période allant de juillet à décembre 2021 et présidera également la Sixième Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie (VIe REMCYT) qui se tiendra virtuellement le 7 décembre 2021.

Tous les États membres de l'Organisation des États Américains (OEA) ont été considérablement touchés par les répercussions sociales, économiques et environnementales de la pandémie. Il est nécessaire que les États membres de l'OEA conçoivent et mettent en œuvre de toute urgence des politiques, des stratégies et des solutions pragmatiques pour réduire leur vulnérabilité aux chocs exogènes et renforcer leur résilience. La science, l'innovation et la technologie peuvent offrir des possibilités et des solutions indispensables pour répondre aux divers besoins des États membres dans le cadre de la relance après la COVID.

En décembre 2021, les États membres se réuniront pour la VIe REMCYT qui sera présidée par le gouvernement de la Jamaïque. La VIe REMCYT engagera les États membres dans certains domaines d'action stratégiques afin de tirer parti du potentiel de la science, de la technologie et de l'innovation pour répondre aux impératifs de développement dans les Amériques, y compris ceux qui découlent de la COVID-19.

À cette fin, la présidence propose d'aligner les discussions des réunions du CIDI sur celles de la VIe REMCYT afin de permettre aux États membres d'examiner de près les besoins ainsi que les possibilités de coopération et de partenariat qui pourront être concrétisés lors de la réunion ministérielle. Ce processus constitue également un test pour le modèle actualisé proposé pour les réunions ministérielles, en cours de discussion par les États membres.

L'intention du plan de travail proposé pour ce cycle du CIDI, de juillet à décembre 2021, est d'engager les États membres dans une série de discussions avec des propositions réalisables axées sur des priorités continentales concrètes qui ont un impact et peuvent être réalisées grâce à des partenariats et à la coopération régionale. L'éventail des questions à considérer couvre tous les domaines du développement intégré sous l'égide du CIDI. Les réunions se concentreront sur la façon dont la science et la technologie peuvent être utilisées pour améliorer la prise de décision et accélérer la relance post-COVID. L'accent sera mis sur les priorités exploitables, les bonnes pratiques et les solutions qui peuvent être adoptées par les États membres dans leur processus de relance.

Le CIDI prévoira des réunions qui seront consacrées aux cinq sous-thèmes proposés par les membres de la Commission interaméricaine de la science et de la technologie (COMCyT) et regroupés sous le thème principal de la VIe REMCYT : « Mobiliser la puissance des technologies transformatrices pour impulser l’avenir de nos communautés ». Avant chaque réunion, un document de réflexion servira à mettre en évidence les principales questions à examiner par les États membres et l'initiative spécifique, la proposition réalisable et/ou la bonne pratique à soumettre à la discussion. Les États membres seront invités à fournir des idées de mise en œuvre et des contributions spécifiques, telles que des étapes et des mesures visant à faire progresser l'engagement continental, et à garantir des engagements de coopération et de partenariat par la VIe REMCYT. Parmi les questions directrices de chaque réunion figurent les suivantes : 1) Quels sont les principales lacunes ou difficultés de votre pays ? 2) Quelles contributions ou approches spécifiques votre pays peut-il suggérer pour faire progresser l'action dans ce domaine ? 3) Quelles offres de coopération/expérience votre pays peut-il apporter pour mettre en œuvre cette proposition ?

Les réunions comprendront des exposés sur les propositions spécifiques avec un dialogue interactif guidé par la présidence avec les experts invités et les États membres, axé sur les défis ainsi que les possibilités de déployer ou de reproduire les solutions disponibles. Les discussions seront guidées par le document de réflexion et tous les efforts seront faits pour partager à l'avance les textes des exposés et le matériel pour chaque réunion.

Le travail accompli au cours du cycle du CIDI permettra d'alimenter des propositions concrètes et percutantes afin d'obtenir des résultats dans la Déclaration ministérielle/le Plan d'action de la VIe REMCYT, dans trois domaines prioritaires pour la coopération régionale.

**Structure du second semestre du CIDI**

Le second semestre du CIDI sera structuré comme une série de discussions entre les délégations des États membres, les experts et les partenaires autour d'initiatives concrètes sur le développement.

**Proposition de calendrier des réunions du CIDI de juillet à décembre 2021**

**27 juillet 2021 : Sous-thème « La science et la technologie pour renforcer la résilience dans le contexte du développement durable »**

* **Les transitions énergétiques nationales comme moteurs de la relance**

Les transitions énergétiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ont fait des progrès considérables au cours des dix dernières années, dépassant les attentes. Cependant, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour transformer le secteur énergétique régional et le faire passer d'une énergie fossile à une énergie nette zéro. Au cours des vingt prochaines années, les Amériques auront besoin de nouvelles technologies et de capitaux d’une ampleur colossale pour répondre à la croissance de la demande, renforcer la sécurité énergétique et respecter les engagements climatiques pris dans le cadre de l'accord de Paris.

Les capitaux et les technologies du secteur privé sont des ingrédients essentiels pour aider à transformer les transitions énergétiques de la région en investissements dans des infrastructures respectueuses du climat. Les politiques, lois et règlements favorables sont essentiels pour tirer parti des capitaux et des technologies. La réunion sur l'énergie se concentrera sur les étapes essentielles pour soutenir les transitions énergétiques nationales à travers les Amériques, et sur des exemples de technologies innovantes qui peuvent aider à atteindre cet objectif.

Parmi les questions spécifiques à examiner figurent les étapes nécessaires à la transition énergétique à court, moyen et long terme. Quels types de partenariats, de politiques et d'investissements sont nécessaires ? Quelles sont les sources d'énergie propres qui peuvent ouvrir la voie aux transitions énergétiques ?

Les questions posées aux États membres seront les suivantes : a) Quelles sont les solutions d'innovation et de technologie disponibles dans votre pays pour réaliser des transitions énergétiques propres ? Pouvez-vous partager des ressources, des technologies, des bonnes pratiques pour réaliser les transitions énergétiques ? b) Quelles sont les lacunes ou les besoins de votre pays en matière de transitions énergétiques ? c) Quelle offre de coopération votre pays peut-il proposer ? Existe-t-il des innovations ou des solutions technologiques déployées avec succès dans votre pays pour soutenir les transitions énergétiques propres ?

**31 août 2021 : Sous-thème : « La jeunesse : Améliorer les compétences et l’état de préparation pour la 4e révolution industrielle »**

* **Compétences essentielles pour la 4e révolution industrielle (éducation-jeunesse)**

Cette réunion portera sur la nécessité de développer des compétences essentielles pour les jeunes des Amériques afin qu'ils puissent accéder à l'économie numérique et qu'ils puissent saisir les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat dans l'économie axée sur la science et l'innovation. Les exposés et les questions porteront sur les ressources spécifiques et les propositions pour développer une **Académie des jeunes des Amériques sur les technologies transformatrices.**

L'objectif est de combiner les ressources et les partenariats existants afin de fournir une formation en ligne, des possibilités d'apprentissage dynamique, des laboratoires d'apprentissage à distance, un mentorat et des expériences pratiques aux jeunes des Amériques. Les résultats comprennent des options permettant de fournir des certifications, des formations et d'autres qualifications afin de doter les jeunes des compétences et des titres nécessaires pour occuper les emplois de l'avenir et dans un environnement stimulé par les technologies transformatrices.

La réunion s'appuiera sur les travaux promus par le SEDI de l’OEA avec un réseau régional d'experts et de partenaires dans le cadre de deux programmes : i) Prospecta Americas sur la prévision technologique des 10 principales technologies transformatrices, et ii) le HUB de l'OEA pour la commercialisation et le transfert de technologie pour les Amériques, avec une méthodologie collaborative pour accélérer les solutions pour résoudre les défis quotidiens « de l'idée au marché ». L'accent sera mis sur le développement de la main-d'œuvre et des entrepreneurs pour la 4e révolution industrielle et les créneaux stratégiques permettant aux États membres de l'OEA de diversifier leurs économies et de renforcer leur résilience.

Résultats anticipés :

* Cibler plus de 10 000 jeunes pour une formation aux technologies transformatrices d'ici 2024.
* Augmenter le nombre de femmes participant activement à l'économie numérique et de l'innovation et en bénéficiant.
* Créer un groupe d'excellence de jeunes pour cartographier les tendances technologiques et diriger des projets de recherche régionaux sur les technologies transformatrices.

**28 septembre 2021 : Sous-thème : « La science, la technologie, l’innovation et l’entrepreneuriat pour promouvoir l’inclusion des femmes, des filles et d’autres populations en situation de vulnérabilité »**

Faire avancer des initiatives concrètes et réalisables pour améliorer l'accès et le leadership des femmes et des communautés ayant peu d'opportunités de poursuivre des études en STIM, des carrières en science et en innovation est l'une des priorités identifiées dans le cadre de la COMCYT. Il est également nécessaire de s'attaquer à certaines des inégalités de main-d'œuvre existantes qui affectent la mobilité économique et l'égalité des sexes dans les domaines de la science et de la technologie dans les Amériques. Ces lacunes ont été accentuées par la pandémie, comme le montrent plusieurs études et enquêtes récentes.

La réunion examinera les initiatives qui peuvent prévoir des actions spécifiques pour accroître la sensibilisation, soutenir la conception de politiques et entreprendre des programmes visant à autonomiser les femmes et à améliorer l'accès aux opportunités, aux carrières et aux parcours entrepreneuriaux axés sur la science, l'innovation et la technologie afin d'améliorer la situation économique et sociale de la population en situation vulnérable.

Les exposés porteront sur des initiatives axées sur l'autonomisation économique des femmes (accès, compétences, avancement des politiques, approches pragmatiques) afin de tirer parti de la science, de l'innovation et de la technologie pour le développement et l'inclusion. Les États membres partageront les bonnes pratiques et les programmes concrets visant à favoriser l'autonomisation des femmes et des populations vulnérables et à leur offrir des opportunités dans le domaine de l'enseignement des STIM, de l'entrepreneuriat et des opportunités économiques liées à la science, à la technologie et à l'innovation, à identifier les lacunes et les besoins dans ces domaines et à partager les offres de collaboration pour améliorer les résultats régionaux.

**19 octobre 2021 : Sous-thème : « La science au service de la prise de décision »**

Cette réunion présentera des options pour la création d'une coalition visant à soutenir la prise de décision basée sur les données dans les Amériques et soulignera l'importance de la recherche et du développement (R&D) pour relever les défis du développement intégré.

Aux niveaux sous-régional et national, il existe des mécanismes et des expériences dans les États membres pour faire participer les universités, les experts, le secteur privé, les groupes de réflexion, les centres de recherche et d'autres institutions soutenant la science au service de la prise de décision. La réunion sera l'occasion de partager certains des modèles et des résultats des initiatives prises dans les États membres pour faire progresser la science au service de la prise de décision, d'identifier les lacunes ou les besoins dans différents domaines du développement où les États membres bénéficieraient d'apports scientifiques et de données pour la prise de décision. En outre, elle examinera une proposition visant à poursuivre un effort régional au sein du Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) afin d'engager les parties prenantes et les partenaires qui font avancer les efforts pour soutenir les approches scientifiques et fondées sur les données pour la prise de décision afin de collaborer avec l'OEA pour appliquer ces outils afin de promouvoir l'inclusion et les priorités de développement intégré.

La proposition prendra en compte le soutien continu des partenaires et des institutions de la COMCYT et d'autres processus ministériels du CIDI afin de fournir des contributions, une gestion, des connaissances et des idées axées sur la science et les données, en tant que contribution aux organes de l'OEA sur la science et la technologie et sur les informations et solutions possibles pour répondre aux principaux impératifs et défis concernant le développement intégré dans les Amériques. La réunion examinera les contributions et les engagements en vue de créer un consortium de partenaires de R&D pour effectuer des recherches dans des domaines essentiels pour les États membres de l'OEA (pour résoudre les problèmes urgents de la région) et trouver des mécanismes pour reconnaître les contributions importantes de la science au développement des Amériques.

**26 octobre 2021 : Questions de procédure en prévision de la cinquante-et-unième session ordinaire de l'Assemblée générale**

**30 novembre 2021 : Sous-thème : Une collaboration efficace entre le secteur public, le secteur privé et le milieu universitaire pour améliorer la compétitivité et la qualité de vie**

* **L’innovation dans le financement**

Les défis de la pandémie de COVID et les contraintes budgétaires qui en découlent nécessiteront une créativité accrue et des approches ingénieuses pour répondre aux besoins de développer, d'adopter et de déployer des solutions scientifiques et technologiques afin de répondre aux impératifs de développement et de poursuivre les efforts de redressement post-COVID dans tous les États membres. L'alignement des efforts des gouvernements, du secteur privé, des universités, des PME et des écosystèmes entrepreneuriaux pour regrouper les efforts et les ressources fera une différence significative.

Une industrie naissante et innovante du capital entrepreneurial se développe sur le continent américain. Certains nouveaux acteurs, en collaboration avec des investisseurs existants ou des programmes novateurs menés par le gouvernement, ont réussi à créer de nouveaux mécanismes de financement et de nouvelles possibilités de partenariat. La disponibilité de sources de financement diverses, inclusives et accessibles est essentielle pour les jeunes entreprises, les PME ainsi que les grandes entreprises, afin de développer des solutions et des entreprises axées sur l'innovation qui peuvent compléter les efforts gouvernementaux pour résoudre les défis critiques.

La réunion sera l'occasion pour les États membres de partager leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs offres de collaboration sur des mécanismes novateurs de financement de l'innovation et du développement des entreprises afin de renforcer l'inclusion et la diversité des sources et des bénéficiaires. La réunion présentera des exemples de systèmes créatifs visant à étendre l'inclusion financière pour l'innovation ; des approches axées sur la technologie pour étendre la disponibilité du capital et la portée dans les différentes régions d'un pays. En outre, ce sera l'occasion d'identifier les lacunes et les besoins des États membres et du point de vue du secteur privé, des entrepreneurs et des institutions financières. L'accent sera mis sur les offres de collaboration et les initiatives de coopération visant à soutenir les États membres de l'OEA.

**14 décembre 2021 : Les solutions technologiques au service de la gestion des risques de catastrophe**

Cette réunion permettra d'explorer une série de technologies et de données qui peuvent être déployées pour relever les défis actuels auxquels la région est confrontée en matière d'atténuation, d'adaptation et de réponse aux catastrophes. Les technologies et les approches existantes seront présentées pour que les États membres puissent envisager leur mise en œuvre, en fonction de leurs réalités et priorités nationales. Les États membres auront l'occasion de partager leurs bonnes pratiques, d'identifier les principaux besoins et d'explorer la viabilité d'un certain nombre de solutions et d'offres de coopération émanant de partenaires et d'autres États membres.

CIDRP03249F04